

contrôle d'autres entreprises. Puis-je dire qu'il est 10 heures, monsieur l'Orateur?

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—LA COMMANDE D'AVIONS LOCKHEED—LE REFUS DE FINANCEMENT REMBOURSABLE À BRÈVE ÉCHÉANCE—L'OPPORTUNITÉ DE L'ACHAT D'AVIONS CANADIENS

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, mon intervention fait suite à une série de questions qui ont été soulevées à la Chambre à propos de l'étrange contrat d'achat d'appareils Orion à la société Lockheed. Je veux parler des questions qui ont été posées de temps à autre par le député de Victoria (M. McKinnon) et, plus récemment, par moi-même.

J'espère que le secrétaire parlementaire s'attachera précisément à certaines questions qui sont demeurées sans réponse. J'espère qu'il n'y verra pas simplement une attaque injustifiée contre l'attitude du gouvernement, car je sais que l'affaire est en voie de négociation et que le problème du financement est d'une importance capitale. Cependant, j'estime que la Chambre mérite de savoir pourquoi en novembre dernier, après six mois d'une enquête à l'échelle mondiale qui a certainement scandalisé le Sénat des États-Unis, une compagnie avec la réputation que Lockheed avait n'a pas été interrogée très soigneusement sur sa capacité de trouver ses propres liquidités ou suffisamment de fonds pour respecter ses obligations lors de la signature d'un contrat avec le gouvernement pour l'achat de l'Orion.

● (2200)

Le secrétaire parlementaire devrait, il me semble, tâcher de nous expliquer pourquoi le ministère de la Défense nationale n'a pas fait d'enquête plus poussée ou plus détaillée. Je sais que le secrétaire parlementaire ne peut pas parler au nom du ministre, mais dans le cadre de ses fonctions, il devrait pouvoir dire pourquoi on n'a pas fait enquête sur la capacité financière de la compagnie Lockheed à remplir ses obligations en vertu du contrat, en novembre, lorsqu'on a annoncé en principe l'achat de patrouilleurs à long rayon d'action pour 1 milliard de dollars. Cela se passait en novembre.

En janvier, nous avons découvert qu'il n'y avait pas suffisamment d'argent pour entreprendre la construction et qu'il n'y aurait donc pas de contrats officiels de conclus. Le ministre de la Défense nationale (M. Richardson) a alors accordé une interview très étrange, au cours de laquelle il a prétendu d'abord que Lockheed avait induit le gouvernement en erreur. Puis, il a laissé entendre que Lockheed s'était portée garante de sa situation financière. Pendant la même interview, le ministre a déclaré que vu que le contrat de Lockheed avec Boeing était essentiellement le même du point de vue financier que son contrat avec le gouvernement et que Lockheed respectait le contrat Boeing, il ne se poserait pas de problèmes financiers. Ces trois déclarations sont contradictoires et j'espère que le secrétaire parlementaire les éclaircira un peu.

L'ajournement

Nous avons investi environ 11 millions de dollars et huit années d'étude dans l'achat de ces avions. Il y a d'excellents avions au Canada. Nous avons l'Argus et nous avons mis au point au autre nouvel avion appelé le Dash 7. Le Dash 7 est fabriqué par De Havilland et l'Argus par Canadair. Nous n'étions pas obligés de conclure cet accord avec la société Lockheed parce que nous disposions d'un avion tout à fait satisfaisant. Le Dash 7 aurait été très utile dans le Nord et pour ce qui est de l'environnement, et l'Argus, moyennant quelques réparations, aurait pu servir d'avion patrouilleur à long rayon d'action et aurait permis de renforcer notre défense contre les sous-marins, sur laquelle certains d'entre nous ont des réserves. Néanmoins, nous comprenons que l'élargissement prochain de la zone de pêche jusqu'à la limite de 200 milles nécessitera une flotte aérienne adéquate.

Cette occasion aurait pu être utilisée pour donner de l'emploi aux Canadiens et aux entreprises canadiennes et chaque sou de cet argent de nos impôts aurait pu être placé au Canada. Le gouvernement a pris une mauvaise décision et il a maintenant l'occasion rêvée de la modifier parce que si, comme le ministre de la Défense nationale l'a déclaré, il a été induit en erreur par la société Lockheed...

Une voix: Il n'a jamais dit cela.

M. Leggatt: Le député dit que le ministre de la Défense nationale n'a jamais dit cela. J'espère qu'il lira l'entrevue accordée à M. Clive Thomas du *Spectator* de Hamilton et niera l'exactitude des propos qui lui sont prêtés. Ou le reporter fait erreur ou le ministre fait erreur. Je me réjouis de cette occasion que nous avons de voir la situation éclaircie. Cela est tiré directement du *Spectator* de Hamilton et je suis prêt à en fournir la date au député.

Une voix: Je l'ai vu.

M. Leggatt: Je serais heureux qu'on me corrige si le ministre a été mal cité. Je ne veux pas lui faire dire des choses qui ne soient pas exactes.

Mon dernier point au sujet du marché Lockheed, c'est que le gouvernement des États-Unis se porte garant de la compagnie jusqu'à concurrence de 250 millions de dollars de la valeur de ses contrats. Les deux tiers des contrats de la compagnie intéressent le marché intérieur américain. Le ministre des Approvisionnements et Services (M. Goyer) a indiqué à la Chambre que cela nous donnait une assurance raisonnable d'obtenir livraison. A mon avis, la situation financière actuelle de Lockheed ne nous donne absolument aucune assurance.

Dans sa réponse à ces remarques, j'espère que l'honorable secrétaire parlementaire nous dira si nous avons obtenu quelque garantie de livraison du gouvernement américain ou si nous allons dépenser 200 millions de dollars tirés des poches des contribuables canadiens pour acheter chat en poche sans aucune garantie d'obtenir le moindre avion. J'aimerais qu'il en parle de cela aussi.

M. Walter Smith (secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas si je puis répondre à toutes les questions qu'on a posées ce soir, mais j'aimerais donner la réplique au député et répondre à des questions qu'on a posées récemment à la Chambre au sujet du financement du programme d'achat d'avions de patrouille à long rayon d'action.